

une preuve que le ministre de l'Intérieur et le gouvernement sont responsables de la mauvaise administration de ce territoire. Je n'en dirai pas davantage aujourd'hui, car avant la fin de la session, nous aurons plus d'une occasion de discuter ces matières en détail et de faire connaître à la population du pays le caractère de l'administration actuelle.

Le très honorable premier ministre nous a dit, l'autre jour, qu'il était bien connu que le sentiment public, à l'heure qu'il est, était opposé à la réciprocité, et, en prononçant ces paroles, il s'est tourné du côté de ses partisans pour obtenir leur approbation. Mais il vient de perdre six mois aux Etats-Unis afin d'obtenir la réciprocité dont il ne voulait pas. Si vous prenez la bible libérale, vous y lisez que le ministre des Finances déclare qu'après le tarif, la question la plus importante est la réciprocité. La deuxième résolution que nous lisons dans cette bible païenne porte que la réciprocité est absolument essentielle au progrès industriel du pays.

Le premier ministre doit remercier les Américains de lui avoir appris quelque chose; car en allant aux Etats-Unis et en se mettant en contact avec les représentants de la république voisine, il a constaté que notre pays était aussi progressif que le leur. Les conservateurs lui disent la même chose depuis vingt ans, et pour constater cela, il a été obligé de dépenser six mois aux Etats-Unis.

M. BERGERON : Et \$50,000.

M. RUFUS POPE : Oui, mais je ne regrette pas ces \$50,000, car l'honorable premier ministre a appris que la réciprocité qu'il a cherché à imposer à ce pays serait contraire à nos intérêts. Je suis enchanté de le voir se lever ici,—bien tardivement il est vrai,—et avouer qu'il a essayé d'imposer au pays un système qui serait désastreux pour la prospérité présente et future du Canada.

Je ne regrette pas ces \$50,000 pour une autre raison; c'est parce que le ministre des Travaux publics, qui n'a fait cependant qu'un seul voyage, a découvert qu'il y avait aux Etats-Unis 70,000,000 habitants. Aussitôt après cette découverte, il est allé dans le comté de Huron et a dit aux électeurs : Nous ne pouvons espérer forcer 70,000,000 d'habitants à traiter avec 5,000,000. Avant d'aller à New-York, il ne savait pas que les Etats-Unis avaient 70,000,000 d'habitants. L'honorable ministre (M. Tarte) est un homme actif et doué de grandes aptitudes, mais tout de même, la population des Etats-Unis n'était pas, je crois, plus nombreuse lorsqu'il a quitté les Etats-Unis que quand nous y sommes allés.

Pourquoi le premier ministre a-t-il attendu jusqu'à son retour pour faire la déclaration que je viens de mentionner? Je ne sais si la chose est vraie ou fausse, dans tous les cas j'ai appris, d'une source que je suis en

droit de croire sérieuse, que le premier ministre a offert de sacrifier quelques-unes de nos industries, afin d'obtenir l'abolition des droits sur le foin, l'orge et un ou deux autres produits. Je sais bien cependant que le premier ministre a fait une grande impression sur les commissaires qui ont siégé avec lui, et nous le tenons directement des commissaires eux-mêmes. En quittant Québec pour aller à Washington, ceux-ci ont dit : Voici la grande difficulté que nous éprouvons dans nos négociations avec ces Canadiens. Le premier ministre est si timide et si indécis que non seulement il ne sait pas ce qu'il veut, mais qu'il ne sait même pas ce qu'il ne veut pas.

Ces renseignements-là nous sont venus d'une source certaine, et je suis certain que si le vaillant chevalier d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) pouvait parler—mais sa langue ne sera pas déliée avant le 2 août prochain—il approuverait ce que je dis, ainsi que l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton). Je suis heureux de décerner ce compliment, qui sera couché dans les "Débats", à l'honorable député de Norfolk-nord, car c'est la première fois que celui-ci me fournit l'occasion de lui faire un compliment. Je ne crois pas en lui. Je ne crois pas en sa sincérité; je ne crois pas aux attitudes qu'il va prendre; mais je dois dire que les commissaires américains ont déclaré que de tous les commissaires canadiens, l'homme le mieux doué intellectuellement et au point de vue des affaires était l'honorable député de Norfolk-nord.

M. l'Orateur, nous assistons dans la province de Québec, actuellement, à un spectacle fort intéressant pour ceux qui étudient la politique. Il y a là certains grands manufacturiers qui ont à leur emploi des centaines de personnes, lesquelles votent comme elles l'entendent lorsqu'elles en ont l'occasion. Dans le moment, le gouvernement s'occupe à faire une enquête sur tous les contremaîtres, sur tous les gérants, sur tous ceux qui sont censés exercer de l'influence sur ces électeurs, et l'on recommande le renvoi de certains chefs d'atelier. Je sais qu'on en a renvoyé parce qu'ils ne convenaient pas aux gens du pouvoir. Voilà un indice qui démontre que le régime de la terreur n'a pas encore cessé, et que ces messieurs préparent ce qu'ils appellent le vote intelligent et indépendant du peuple.

Nous avons vu le résultat de leur régime de terreur dans d'autres domaines, et nous attendons avec une absolue confiance le résultat de leurs opérations dans celui-ci.

Quant aux grandes manufactures de coton, pas exemple, il n'en est pas une qui ne soit actuellement l'objet de la plus complète investigation. On a nommé des affidés chargés de s'enquérir de la couleur politique des contremaîtres et de ceux qui auront de l'empire sur le vote des employés, et chaque fois qu'on découvre qu'ils sont conservateurs, on les recommande à la défaveur. Voilà un indice qu'on se prépare à l'élection.